

Contre ce(ux) qui exclue(nt)

Le collectif de rédaction du numéro

En préparant ce numéro, nous avons longtemps conservé les thématiques de « racisme », « justice à l'école » et « séparatisme » que les groupes de travail avaient proposées à la réflexion des auteurs potentiels.

Force est de constater que le sommaire réunit plutôt des textes présentant comment construire des (ré)-appartenances, parfois en équipe, ou selon des normes revisitées.

Ce sont des exposés ou descriptions de solutions, sans pour autant que les problèmes abordés spontanément par les élèves et les professeurs soient esquivés.

Les « questions vives » sont là, en amont.

La violence, l'exclusion, le manque de considération doivent être pris en compte dans les nombreux dispositifs d'inclusion que l'institution a mis en place.

Ces questions ne sont pas euphémisées dans les articles qui composent ce *Dialogue*, orienté par le combat contre ce qui exclue. Elles sont présentes en creux, ou plutôt dans les replis des présentations d'expériences qui ne se contentent pas d'ajouter leurs voix aux clamours répercutées en échos par réseaux sociaux ou chaînes d'info qui ressassent faits divers et réactivités premières.

Que nous racontent les adversaires de l'école d'aujourd'hui ?

Fracture sociale, discriminations, inclusion seraient respectivement irréductible car naturelle, inavouables mais nécessaires, et infaisable. Les plus malins déclarent que l'école, comme toutes les institutions, est obligée, pour une part, de faire semblant. C'est, en effet, complexe d'enseigner les programmes sur tous les territoires, à des publics « proches ou éloignés de l'école », sans exclure aucun élève de sa classe « de référence », comme disent les textes officiels, et très difficile de prouver, en quelques mots, qu'on peut le faire, puisqu'on l'a fait !

On craint un séparatisme dont les pouvoirs publics s'accommodent, renonçant à combattre les

inégalités de territoire, productrices à la longue de dérives... et on pense alors aux quartiers pauvres. Mais ce qui est nouveau, ce sont ces classes quiouvrent tous les jours, pour faire l'école entre soi. Des populations socialement outillées, disposant de ressources cognitives adaptables, se déclarant pour l'existence d'un service public de l'éducation, compréhensives par rapport au projet républicain mais conscientes de la grande difficulté de le mettre en œuvre dans de nombreux établissements, ne souhaitent plus que leurs enfants y soient « confrontés » du fait des tensions inhérentes aux difficultés de nombreux élèves, et de leurs professeurs.

Essentiellement pour l'école primaire et le collège, ils souhaitent qu'on respecte le rythme de chacun, dans une atmosphère exigeante mais accompagnatrice des progrès individuels : ne se réclamant pas forcément de méthodes plutôt que d'autres, ces parents d'élèves assurent eux-mêmes certains enseignements, recrutent des intervenants soit pour compléter le curriculum de ces élèves que leurs familles viennent inscrire, soit pour assurer l'encadrement. Maintes écoles publiques du secteur s'en trouvent dépeuplées, jusqu'à la fermeture de classes.

Avons-nous à faire à un « nouveau » séparatisme soft, alors que ces élèves rejoignent le « circuit commun » lorsque lycées prestigieux ou grandes écoles leur offrent, sélection faite, ce qu'ils attendent ?

Plutôt que des adversaires, ne sont-ils pas de « simples concurrents », révélant les faiblesses du système éducatif, peu soucieux de participer au maintien d'une école commune ?

Avons-nous (encore ?) besoin d'une Éducation Nationale ?

Oui, encore et toujours ! Mais les cabinets ministériels et les services qui y sont rattachés passent des contrats avec des cabinets-conseil privés, par exemple pour gérer la communication de crise et, au lieu de s'appuyer sur le vivier de l'administration,

sous-traitent bien souvent les questions vives à des officines en y consacrant des budgets importants. À la question d'un attachement nécessaire au caractère national de l'éducation, les structures responsables de son efficacité accentuent donc le trouble.

Et pour ne pas nous rassurer, le « pacte » modélisé par les politiques en vue d'augmenter la rémunération des enseignants, serait concrétisé en ajoutant de nouvelles missions faisant appel au dévouement, à l'extension informelle de leur domaine professionnel (suivis individualisés, périscolaire sont cités...), sous l'évaluation régulière de chefs d'établissement managers. Ainsi, la promotion d'un « tous capables » pour les enseignants n'est pas faite. Avec toutes les dérives potentielles vers l'enseignant-tuteur...

Pourquoi cette question est-elle déterminante pour « enrayer les mécanismes d'exclusion » ? Il faudra y répondre clairement, on peut déjà en éclairer les enjeux avec le contexte actuel.

On peut craindre, avec les exacerbations identitaires, qu'un séparatisme éducatif, souvent masque du tri social, produise un territoire scolaire profondément parcellisé, chaque communauté sociologique, culturelle ou religieuse, brandissant la légitimité à transmettre les valeurs qui lui sont propres dans ses écoles.

Certes nous n'en sommes pas là, les adversaires de l'éducation nationale ayant encore trop besoin de viser une cible bien périmétrée, avec une gouvernance elle-même gouvernée par le dogme d'échecs qu'il serait trop cher de persister à vouloir vaincre.

L'éducation « nationale » serait donc encore incontournable, parce qu'on a du mal à se passer... de ses défauts... mais attention, le *New Public Management*¹ prépare, comme pour les autres services publics, l'effondrement qui permettrait de la démanteler ensuite tranquillement... surtout si les populations éduquées s'y sont préparées. Après tout, il peut bien rester un service public... pour ceux qui n'ont pas de travail régulier ou avouable, ont besoin des urgences, vivent dans un périmètre très restreint.

Il montre comment la « ségrégation ethnoculturelle » [qui] « s'est développée à bas bruit dans les établissements scolaires français » a produit des différences de niveau importantes que les enquêtes PISA révèlent entre les établissements.

« *La République française ne reconnaissant* » [que] « *des individus libres et égaux, la statistique scolaire a été très longtemps aveugle sur la question* [...] ». Ainsi, les problèmes que pose la ségrégation sociale restent à la charge des agents de l'État, encouragés... à ne pas se décourager. Mais la crise du recrutement est le péril le plus fort : statut, fonction, culture de métier et solidarités sont gravement menacés.

Il nous faudrait donc nous « résigner à l'Éducation Nouvelle, qui n'a voulu ni se confiner dans « ses » écoles, ni se soumettre aux critères immédiats instrumentés pour dessaisir les vrais ingénieurs de l'institution qui sont sur le terrain. Non : nous préférons réfléchir encore à ce qu'il est nécessaire d'apprendre aujourd'hui, dans un système scolaire à réorganiser vers un grand projet qui redonnerait envie et repères consolidés à celles et ceux qui ne trouvent plus d'appuis.

Face à l'émettement scolaire, très variable selon les territoires, ce numéro de *Dialogue* présente des pistes pour aider des élèves à se réinscrire dans leur cursus, lutter contre les hiérarchisations de genre dans l'espace scolaire, activer des dispositifs contre la fracture sociale, et inscrire chacun dans la culture universelle, comme le montre l'article republié sur le lycée d'Aubervilliers. Et aussi mieux inclure les élèves allophones ou décrocheurs, se faire l'écho d'un dispositif d'écriture reconstrucisseur de fierté, apprendre pour socialiser à partir d'un projet culturel et artistique, grâce au témoignage de la SEGPA de Decazeville. Enfin, nous tentons de poser les questions vives qui imbriquent l'école à des enjeux politiques et économiques toujours à éclairer, sans se priver des stratégies ambitieuses pour installer des dynamiques pédagogiques intégrant les refus qui peuvent surgir.

En somme, c'est depuis le terrain et sur les terrains que nous pouvons continuer à travailler, en respectant leur richesse et leurs équilibres, par des mises en cultures locales, en interaction dans leur diversité.

Entre les îlots, places fortes à conserver, courants et récifs de cet archipel, la navigation s'enrichit de l'expérience de tous, crée des liens, des échanges. ♦

1 Recours systématique aux mécanismes de marché et transformation de la structure hiérarchique de l'administration visant à mettre en place une gestion par les résultats, pour la rentabilité des personnels plus que la qualité du service.

2 Seuil, 2019.

Comment naviguer dans l'archipel scolaire ?

Dans son ouvrage *L'archipel français, naissance d'une nation multiple et divisée*², Jérôme Fourquet, analyste politique et directeur du département Opinion à l'IFOP, pointe les faiblesses de l'école en France, inégalitaire et clivante.